



Le Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, rectorats, DSDEN, CIO, établissements d'enseignement supérieur, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports...

Motion pour l'action syndicale issue du 11^e congrès national du SNASUB-FSU réuni à Satillieu (07) du 13 au 17 mai 2024

Notre 11^e congrès national a permis la discussion fraternelle entre plusieurs centaines d'adhérent-es dans les sections académiques (d'outre-mer et de métropole) et lors de sa réunion à Satillieu; elles et ils ont pu discuter du présent contexte social, économique et politique et élaborer les analyses et revendications permettant concrètement la défense individuelle et collective des personnels des filières et catégories que nous représentons au quotidien.

Le présent contexte de notre action syndicale est lourd de dangers pour les droits et les conditions de travail et de vie des personnels, fonctionnaires ou contractuel-les de nos champs professionnels et pour la jeunesse de ce pays.

La qualité de nos discussions de congrès a montré l'unité du syndicat face à cette situation et sur la détermination farouche de ses militant-es à agir contre toute régression et pour la satisfaction des revendications, petites, moyennes ou grandes!

Une politique gouvernementale lourde de menaces

Les personnels BIATSS de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche paient

un lourd tribut aux reculs imposés par les précédentes réformes (loi de transformation de la fonction publique, retraites...) dans un contexte d'inflation très élevée, de blocage des salaires, de dénigrement du travail des fonctionnaires, de sous-effectif organisé, de recours massif à l'emploi précaire ou d'introduction d'outils nouveaux dysfonctionnant (RenoRH, Op@le...).

En multipliant depuis des semaines des discours martiaux sur les menaces de guerre, Emmanuel Macron veut préparer l'opinion à de nouveaux coups au nom de ce qu'il présente comme une « économie de guerre ». C'est notamment pour financer les 200 milliards de dépenses pour l'armée et la police ainsi que les aides ou exonérations de cotisations sociales aux entreprises que le gouvernement veut réduire de manière drastique les budgets des services publics.

Des attaques supplémentaires sont pourtant prévues contre nos conditions d'emploi et de travail et contre les services publics, que nous défendons :

- **Projet de saccage du statut** porté par Stanislas Guerini (rémunération au mérite, suppression des catégories statutaires, facilitation du licenciement, renforcement de l'arbitraire et du pouvoir managérial, pression accrue sur les personnels, politique de rémunération par filières professionnelles et

non plus par des mesures générales de carrière, développement du contrat);

- **Remise en cause** de la réduction du temps de travail ;
- **Acte 2 de l'autonomie** dans le supérieur qui s'inscrit dans la même logique néolibérale : mise en concurrence des établissements et des personnels et désengagement de l'État.

Ces projets, inacceptables et régressifs, doivent être battus !

À l'issue de son congrès national, le SNASUB-FSU informe les personnels qu'il représente des dangers de la situation présente. **L'heure est au rassemblement des personnels de toutes nos filières**, fonctionnaires et contractuel·les, dans tous nos champs professionnels. Il appelle à l'organisation dans tous nos établissements d'heures d'informations syndicales pour présenter les projets Guerini et œuvrer à l'unité contre ces derniers. **Ainsi rassemblé·es et mobilisé·es**, nous pourrions faire face aux mauvais coups et défendre le service public.

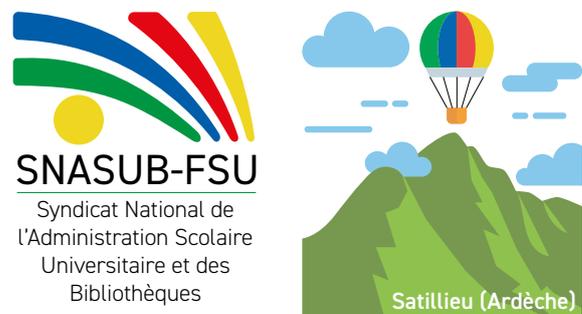
Le SNASUB-FSU revendique comme mesures urgentes et immédiates

- L'augmentation générale des traitements : un salaire minimum à 1850 euros nets (et donc le montant brut correspondant) et une revalorisation de la valeur du point d'indice qui tient compte de l'inflation. Il faut indexer les salaires et les pensions sur l'inflation et augmenter les montants des pensions de 10 % ;
- **Le contrôle des prix des produits de première nécessité ;**
- Des créations de postes dans tous nos services publics et filières professionnelles, pour répondre à tous les besoins et améliorer les conditions de travail ;
- **Contre le projet de loi Guerini qui vise à disloquer le statut général de la fonction publique, nous n'accepterons aucun recul concernant les droits des personnels : retrait du projet de loi !**
- NON à l'acte 2 de l'autonomie dans l'enseignement supérieur et la recherche ;
- **Contre les menaces qui pèsent sur le temps de travail des personnels : NON à la remise en cause de la circulaire d'application de 2002 et à toute augmentation du temps de travail ;**
- Contre la remise en cause de la prise en charge à 100% des ALD par la Sécu et pour l'extension de la prise en charge de toutes les prestations sociales concernant la santé et vers le 100 % Sécu ;
- **Contre les coups de rabots budgétaires concernant les dépenses publiques et la généralisation des mesures d'austérité, il faut une programmation pluriannuelle pour l'éducation nationale, la jeunesse et les sports, l'enseignement supérieur et la recherche et la Culture ; il faut rétablir immédiatement les 10 milliards de crédits ministériels supprimés au budget 2024 et annuler les décisions d'en supprimer 10 autres en 2024 et 20 en 2025 ;**
- L'arrêt du déploiement d'Op@le tant que les dysfonctionnements posés par son utilisation ne sont pas réglés.

Contre les idées portées par l'extrême-droite, dans le contexte électoral présent, le SNASUB-FSU réaffirme ses valeurs de solidarité et d'égalité, de progrès social et sa volonté de lutter contre toutes les discriminations.

Alors que les forces réactionnaires organisent une panique morale autour de la transition des mineurs, le SNASUB-FSU rappelle, en ce jour de lutte contre les LGBTQIA+phobies, son soutien aux luttes pour les droits des personnes trans et plus généralement LGBTQIA+ ainsi que féministes ou toute autre lutte émancipatrice.

À Satillieu, le 17 mai 2024



11^e congrès du SNASUB-FSU